

LA FOIRE DE LA PORTE DE VERSAILLES...

Le fait d'avoir élu le palais de la porte de Versailles pour y tenir les assises de la C.G.T. nous porte à croire que si les dirigeants confédéraux ont depuis longtemps perdu le sens du syndicalisme, le sens de l'humour ne leur fait pas défaut. Après la foire commerciale, la foire aux discours. Pendant quelques jours, l'éloquence syndicalo-démocratique va ruisseler et déborder, cependant qu'une cohue de délégués, venus pour applaudir béatement, retrouveront les mêmes discours cent fois ressassés sur les tribunes électorales. Les orateurs de la majorité y développeront les programmes politico-économiques élaborés hors des syndicats dans le secret des bureaux politiques des partis, et la Confédération sera poliment invitée à appuyer de tout son poids lesdits programmes - ou, pour parler plus clairement, à soutenir des votes de ses adhérents les partis en vue des prochaines élections politiques.

L'expérience que l'on va tenter comporte cependant quelques dangers. Nous reconnaissons que la IV^{ème} République - elle naît à peine - n'a pas eu le temps, comme les deux précédentes, de dégoûter ses travailleurs. Elle n'a pas eu son bain de sang ouvrier, comme la II^{ème} en juin 48 et la III^{ème} en mai 71. Les partisans - et profiteurs - du régime parlementaire seraient pourtant bien peu sages s'ils s'abandonnaient à un trop facile optimisme. En effet, pour totale qu'elle ait été, la victoire des Alliés a été une victoire militaire - elle a été cela et rien d'autre - et si la défaite de l'Allemagne a été aussi complète - plus complète même - que ses adversaires n'osaient l'espérer, il n'était nullement besoin d'être prophète pour prévoir qu'en changeant de plan le débat allait changer d'âme.

Si on considère l'époque précise où s'est produite l'explosion du syndicalisme révolutionnaire, avec sa négation du parlementarisme bourgeois et son apologie de la violence, cette conclusion s'impose: les syndicalistes ont eu l'intuition, ont VU la décadence et la fin de la bourgeoisie; l'antiparlementarisme anarchiste et syndicaliste, par le succès qu'il a connu dans notre pays, annonçait la décrépitude du régime fondé sur le parlementarisme et l'exploitation du travail par le capital, et cette usure du capitalisme et de sa démocratie allait se trouver vérifiée par le bouleversement politico-militaire commencé en 1914 et qui est loin d'être terminé.

Bien armée et puissante encore - du moins en apparence - au début du siècle, la bourgeoisie ne pouvait se résigner à accepter une condamnation à mort que sa prospérité semblait démentir. Il est sûr que si les trois grandes puissances capitalistes: Angleterre, Allemagne, France, l'avaient pu, elles auraient en 1914 évité la guerre, échappant ainsi aux conséquences redoutables et inconnues que le conflit ne pouvait manquer de produire. Mais il eût fallu pour cela éluder quelques difficultés qui venaient brutalement de se révéler insurmontables: l'impossibilité d'élargir suffisamment la production pour utiliser le capital accumulé, le rétrécissement des sources de matières premières et des débouchés et surtout la raréfaction, en Europe notamment, des prolétaires à très bas prix. A la veille de 1914, le régime avait cessé de fonctionner normalement, au moyen de ses lois internes.

Ainsi, la condamnation prononcée contre le système capitaliste par les anarcho-syndicalistes était vérifiée - et était seule valable, puisqu'elle y englobait le parlementarisme, forme politique obligée du système capitaliste, auquel les social-démocrates restaient attachés. Malgré son échec, le syndicalisme révolutionnaire restait vrai dans tout ce qui avait fait l'essentiel de sa critique, comme l'ont prouvé tous les grands courants politiques qui sont sortis du bouleversement de 1914: bolchevisme, fascisme, national-socialisme ont été profondément, spécifiquement antiparlementaires et leur développement a coïncidé avec une décomposition du parlementarisme chez les nations capitalistes d'Occident qui s'est accompagnée, comme il fallait s'y attendre, de turpitudes et de mesures hypocrites et inconséquentes, telles que la législation dictatoriale par décrets-lois et l'autarcie impériale britannique.

Incapable de remettre de l'ordre dans l'invraisemblable chaos où la crise de 1914-1945 a précipité le monde, devenue impuissante et sceptique et voyant chaque jour une part de son pouvoir transférée entre les mains d'une caste nouvelle, celle des bureaucrates de l'économie, la bourgeoisie se débat encore et tente de faire revivre dans l'esprit des peuples le prestige des valeurs politiques, morales et culturelles qui ont été le témoignage - et l'instrument - de sa puissance passée. Le parlementarisme est, de toutes ces valeurs, la plus précieuse, et on s'explique rattachement qu'ont pour lui le P.R.L. et le Parti radical, ces anachroniques survivants de la grande politique bourgeoise.

On s'expliquera moins les efforts de Jouhaux qui y croit, et de Frachon, qui n'y croit pas du tout, pour amener le syndicalisme français à prolonger l'existence d'un régime politique et économique historiquement condamné à mort depuis un demi-siècle.
